Cose

F

39

.328

und. 52

ARRÊTS DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Dont le premier casse & annulle, tant une Sentence des Officiers de l'Élection de Saint-Lo, du 19 mars 1768, qu'un arrêt de la Cour des Aides de Rouen, du 26 janvier 1770 : Et ordonne que cent quinze livres de faux Tabac pulvérisé, ensemble les deux chevaux qui en étoient chargés, & qui furent saisis sur les nommés François Legoupil & Gilles Eudes, le 20 février 1768, demeureront acquis & confisqués au profit de Jean-Jacques Prevost, précédent Adjudicataire des fermes : Et condamne lesdits deux Particuliers en l'amende de mille livres, & aux dépens :

Le second, contradictoire, déboute Legoupil & Eudes, de leur opposition à celui du 27 mars 1770, ci-dessus mentionné ; & ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme & teneur.

Du 27 Mars 1770.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

SUR la requête présentée au Roi, en son Conseil, par Jean-Jacques Prevost, ci-devant Adjudicataire général des fermes ; Contenant que, le 20 février 1768, les Employés de la brigade de Saint-Lo, arrêterent sur la route qui conduit de cette ville à Périeres, les nommés François Legoupil, dit Joli-cœur, de la paroisse de Septvaut ; & Gilles Eudes, de celle de Saint-Manvieu, avec deux chevaux, portant cent quinze livres de faux tabac en poudre : Que ces deux prévenus furent conduits au bureau de l'entrepôt de Saint-Lo, où les Employés firent en leur présence, la pesée & le dépôt du tabac sur eux faite : Qu'ils

furent constitués prisonniers , & leurs chevaux mis en fourrière ; après quoi les Employés rédigèrent leur procès-verbal , dont ils délivrèrent copie avec assignation , à ces fraudeurs , entre les deux guichets des prisons : Que , les choses en cet état , la cause fut portée à l'audience de l'Élection de Saint-Lo , où les Officiers rendirent , le 19 mars 1768 , une sentence , qui prononça contradictoirement la nullité du procès-verbal susdaté , déchargea Legoupil & Eudes des conclusions prises contr'eux , ordonna la restitution des choses saisies , ou de pareille valeur , & condamna le suppliant aux dépens : Que les nullités qui ont servi de base à cette sentence , étant absolument imaginaires , le suppliant en interjeta appel à la Cour des Aides de Rouen , où il est intervenu , le 26 janvier 1770 , un arrêt qui a mis l'appellation au néant , ordonné que ce dont étoit appel , sortiroit son plein & entier effet , & condamné le suppliant en douze livres d'amende , & aux dépens envers Legoupil & Eudes : Que cet arrêt , qui est fondé sur les mêmes motifs que la sentence qu'il confirme , c'est-à-dire , sur les nullités énoncées dans cette même sentence , est irrégulier : Que , pour le démontrer , il suffit d'exposer en quoi consistent ces prétendues nullités ; que la première porte sur ce que les Employés n'ont pas rédigé des actes séparés des diverses opérations contenues au procès-verbal ; & la seconde , sur ce que les copies qui en ont été délivrées aux parties , n'ont pas été signées de l'Entreposeur dépositaire des tabacs saisis , quoiqu'il y fut fait mention qu'elles devoient l'être. Sur quoi le suppliant observe ; que le procès-verbal est rédigé régulièrement & d'une manière claire & précise ; qu'il constate les faits de la saisie & ses suites , jusqu'à la délivrance des copies après l'emprisonnement des prévenus ; que tous les différens faits qui se sont succédés depuis huit heures & demie du soir jusqu'à onze heures & demie , sont la matière d'un seul récit ; qu'il n'y a eu aucun intervalle depuis le moment de la capture jusqu'à la signification , qui n'ait été employé par les saisissans , aux opérations relatives à cette saisie ; & qu'ils ont conduit les fraudeurs au bureau , y ont fait la pesée & le dépôt du tabac , en leur présence , ont mis les chevaux en fourrière , ont traduit les fraudeurs aux prisons , y ont rédigé leur procès-verbal , & le tout dans l'espace de trois heures. Il ne subsiste aucun règlement qui ordonne qu'il soit fait des actes

séparés, pour rapporter des faits qui se sont succédés les uns aux autres, & entre lesquels il n'y a point eu d'interruption, ni de momens vides; ce seroit exiger l'impossible, & le prétexte de cette prétendue nullité est si déraisonnable, que le suppliant ne s'arrêtera pas plus long-temps à le discuter: Quant au défaut de signature de l'Entreposeur, sur les copies signifiées du procès-verbal, cette signature n'étoit pas d'une nécessité absolue pour la validité du procès-verbal; ce sont les commis du suppliant qui saisissent; il est civilement responsable de leurs faits; c'est à son bureau que la fraude est déposée; & dans tous les cas, c'est contre lui que les parties ont leurs recours pour la représentation des choses saisies, & conséquemment la signature du Dépositaire ne peut intéresser que le suppliant seul: Mais il y a plus; dans l'espèce présente, la signature de l'Entreposeur dépositaire se trouve sur l'original du procès-verbal; si, comme les prévenus l'ont objecté, il est fait mention sur les copies qui leur ont été délivrées, que cette signature devoit s'y trouver, cette mention ne peut être regardée que comme une faute d'attention de la part des rédacteurs de ces copies, puisqu'il y est établi, qu'elles ont été délivrées entre les deux guichets des prisons, où l'Entreposeur n'étoit pas, & ne pouvoit conséquemment y apposer sa signature, qui d'ailleurs n'y étoit à aucuns égards nécessaire: Il est vrai que, pour donner quelque apparence de fondement à ce reproche, on a prétendu, à la Cour des Aides, qu'il en résultoit une contradiction manifeste qui attaquoit la foi due au procès-verbal; mais dès que cette prétendue contradiction ne porte sur aucun des faits servans à constater la fraude, & n'a pour objet qu'une formalité qui n'est pas nécessaire pour la validité du procès-verbal, & qui d'ailleurs se trouve remplie par la signature de l'Entreposeur sur l'original de ce procès-verbal, les premiers Juges & la Cour des Aides n'ont pas dû s'y arrêter. Il est donc évident, en conséquence, que la sentence des Élus de Saint-Lo du 19 mars 1768, & l'arrêt de la Cour des Aides du 26 janvier 1770, qui l'a confirmée, sont irréguliers dans la forme; ils le sont également au fond, en ce qu'ils ont jugé contre les dispositions précises des articles II des Déclarations des 6 décembre 1707 & 1.^{er} août 1721, dont le premier déclare faux tabac, celui qui n'est pas revêtu de la marque ou cachet du Fermier; & le second défend à toutes personnes, de

4

quelque qualité & condition qu'elles soient, de voiturier & transporter d'un lieu à un autre, aucun tabac, de quelque crû & espèce qu'il soit, en feuilles, en corde, en poudre ou autrement, sans la permission par écrit du fermier, & sans que les tabacs soient marqués de sa marque, à peine de confiscation, tant des tabacs que des chevaux & voitures, & de mille livres d'amende: Enfin en supposant pour un moment, que les nullités opposées au procès-verbal dont est question, fussent aussi réelles qu'elles sont imaginaires, les Élus de Saint-Lo n'auroient pas dû pour cela ordonner la restitution du tabac saisi, dont la confiscation étoit acquise de droit au suppliant, dès que ce tabac n'étoit revêtu ni de son cachet ni de sa marque, & que Legoupil & Eudes n'ont pas pu justifier de la permission par écrit qui les autorisa à en faire le transport; d'où il suit, que l'arrêt de la Cour des Aides, en confirmant sur ce point comme sur les autres, la sentence des Élus de Saint-Lo, offre un nouveau moyen pour en opérer la cassation. A ces causes requéroit le suppliant, qu'il plût à Sa Majesté sur ce lui pourvoir, ce faisant, casser & annuler la sentence des Officiers de l'Élection de Saint-Lo du 19 mars 1768, & l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 26 janvier 1770, qui l'a confirmée; ordonner que les articles II des Déclarations des 6 décembre 1707 & 1.^{er} août 1721, seront exécutés selon leur forme & teneur; en conséquence, que les cent quinze livres de faux tabac en poudre, ainsi que les deux chevaux saisis sur les nommés Legoupil & Eudes, par procès-verbal du 20 février 1768, seront & demeureront acquis & confisqués au profit du suppliant; & pour la fraude commise par lesdits Legoupil & Eudes, les condamner chacun & solidairement en l'amende de mille livres, & aux dépens des cause principale & d'appel, ainsi qu'au coût de l'arrêt qui interviendra. Vu ladite requête, le procès-verbal des Employés de la brigade de Saint-Lo du 20 février 1768, la sentence des Officiers de l'Élection de ladite ville, du 19 mars suivant, signifiée au Fermier le 30 du même mois, & la copie signifiée de l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 26 janvier 1770. Vu aussi les articles II des Déclarations des 6 décembre 1707 & 1.^{er} août 1721: Ouï le rapport du sieur Abbé Terray, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, a cassé & annulé, tant la

5

sentence des Officiers de l'Élection de Saint-Lo, du 19 mars 1768, que ledit arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 26 janvier dernier: Ordonne Sa Majesté que les cent quinze livres de tabac pulvérisé, ensemble les deux chevaux saisis sur les nommés Legoupil & Eudes, par le procès-verbal des Employés de la brigade de Saint-Lo du 26 février 1768, demeureront acquis & confisqués au profit dudit Jean-Jacques Prevost, ci-devant Adjudicataire des fermes: Et pour la fraude desdits Legoupil & Eudes, Sa Majesté les condamne solidairement en l'amende de mille livres chacun, aux dépens faits tant en l'Élection de Saint-Lo qu'en ladite Cour des Aides de Rouen, & au coût du présent arrêt liquidé à soixante-quinze livres. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Versailles le vingt-sept mars mil sept cent soixante-dix. Collationné. *Signé* HUGUET DE MONTARAN.

L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, nous te mandons & commandons que l'arrêt, dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, sur la requête à nous présentée en icelui, par Jean-Jacques Prevost, lors Adjudicataire général de nos fermes, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore; & fais en outre pour l'entière exécution, à la requête dudit Prevost, tous commandemens, sommations, & autres actes & exploits nécessaires, sans autre permission: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Versailles le vingt-septième jour de mars, l'an de grâce mil sept cent soixante-dix, & de notre règne le cinquante-cinquième. Par le Roi, en son Conseil. *Signé* HUGUET DE MONTARAN. Et scellé.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

Du 8 Janvier 1771.

VU par le Roi, en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 27 mars 1770, sur la requête y insérée de Jean-Jacques Prevost, ci-devant adjudicataire des Fermes, par lequel arrêt Sa Majesté auroit cassé & annullé, tant une sentence des Officiers de l'élection

de Saint-Lo du 19 mars 1768, qu'un arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 26 janvier 1770; & ordonné que cent quinze livres de tabac pulvérisé, ensemble les deux chevaux saisis sur les nommés Legoupil & Eudes, par le procès-verbal des Employés de la brigade de Saint-Lo du 20 février 1768, demeureroient acquis & confisqués au profit dudit Jean-Jacques Prevost, ci-devant adjudicataire des Fermes; & pour la fraude desdits Legoupil & Eudes, Sa Majesté les auroit condamnés en l'amende de mille livres chacun, aux dépens faits tant à l'élection de Saint-Lo qu'en la Cour des Aides de Rouen, & au coût dudit arrêt liquidé à soixante-quinze livres: La requête présentée au Roi le 14 juillet 1770, par François Legoupil, de la paroisse de Septvaut; & Gilles Eudes, de celle de Saint-Manvieu, généralité de Caen, tendante, pour les causes & moyens y énoncés, à ce qu'il plût à Sa Majesté leur donner acte de ce que pour moyen d'opposition audit arrêt du 27 mars 1770, ils employoient le contenu en ladite requête & aux pièces y jointes: ce faisant, sans avoir égard audit arrêt ni à la demande en cassation formée par l'Adjudicataire des Fermes, ordonner que l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 26 janvier 1770, seroit exécuté selon sa forme & teneur, & condamner ledit Adjudicataire en trois cents livres de dommages & intérêts d'indûe vexation, & aux dépens, se réservant prendre dans la suite telles autres conclusions qu'il appartiendrait. Le mémoire des Fermiers généraux, cautions de Jean-Jacques Prevost, ci-devant adjudicataire des Fermes, du 28 août 1770, servant de réponse à la requête ci-dessus visée desdits Legoupil & Eudes, & tendant pour les causes & moyens y énoncés, à ce qu'il plût à Sa Majesté débouter lesdits Legoupil & Eudes de leur opposition à l'arrêt du Conseil du 27 mars 1770, ou en tous cas les y déclarer mal fondés, & ordonner que ledit arrêt seroit exécuté selon sa forme & teneur. La requête desdits Legoupil & Eudes, du 20 septembre 1770, en réplique au mémoire des Fermiers généraux, ci-dessus visé, du 28 août précédent, & tendante à l'adjudication de leurs présentes conclusions, avec dépens. Autre mémoire des Fermiers généraux, du 20 novembre 1770, servant de contredits à la requête ci-dessus visée desdits Legoupil & Eudes, du 20 septembre précédent: Vu aussi le procès-verbal dressé par les Employés des Fermes de la brigade de

Saint-Lo, en date du 20 février 1768, contenant la faïsse par eux faite sur la route de cette ville à Périères & Coûtances, de deux chevaux chargés de cent quinze livres de tabac en poudre, conduits par les nommés François Legoupil, dit Joli-cœur, de la paroisse de Septvaut; & Gilles Eudes, de celle de Saint-Manvieu, lesquels après avoir assisté à la pesée & au dépôt dudit tabac, faite au bureau de l'entrepôt de Saint-Lo, auroient été conduits dans les prisons de cette ville, où les Employés ayant rédigé ledit procès-verbal en auroient délivré entre les deux guichets, copie à ces prévenus, avec assignation en l'élection dudit Saint-Lo, pour voir ordonner la confiscation des choses saisies, avec l'amende solidaire & par corps portée par l'ordonnance, ledit procès-verbal dûment affirmé: La sentence contradictoire rendue en ladite élection de Saint-Lo le 19 mars 1768, par laquelle, faisant droit sur les nullités proposées par les défenseurs desdits Legoupil & Eudes contre le procès-verbal des Employés, consistantes (porte cette sentence) en ce qu'il n'auroit pas été rédigé & arrêté par chaque section ou séance, & que l'Entreposeur du tabac n'auroit signé qu'à l'original, encore bien que les Commis eussent attesté dans les copies que cet Entreposeur les auroit signées, auroit déclaré ledit procès-verbal nul, & déchargé lesdits Legoupil & Eudes des conclusions contre eux prises; quoi faisant, auroit ordonné que les choses saisies par ledit procès-verbal leur seroient restituées, ou la vraie valeur d'icelles, à due estimation avec dépens: L'arrêt rendu en la Cour des Aides de Rouen le 26 janvier 1770, contradictoirement rendu entre ledit Jean-Jacques Prevost, ci-devant adjudicataire des Fermes, appelant de la sentence ci-dessus visée de l'élection de Saint-Lo du 19 mars 1768, & lesdits Legoupil & Eudes intimés, par lequel arrêt ladite Cour auroit mis l'appellation au néant; ordonner que ce dont étoit appelé sortiroit son plein & entier effet, & condamner ledit Adjudicataire en douze livres d'amende envers le Roi, & aux dépens: Ledit arrêt du Conseil du 27 mars 1770, ci-devant visé, qui casse & annule, tant la sentence de l'élection de Saint-Lo du 19 mars 1768, que l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen, confirmatif d'icelle, du 26 janvier 1770; ensemble les articles II des Déclarations des 6 décembre 1707 & 1.^{er} août 1721, & généralement toutes les autres pièces respectivement produites

par les parties, & jointes à leurs requêtes & mémoires. Oû le rapport du sieur Abbé Terray, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, a débouté & déboute lesdits Legoupil & Eudes de leur opposition à l'arrêt du Conseil du 27 mars 1770; ordonne que ledit arrêt sera exécuté selon sa forme & teneur. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Versailles le huit janvier mil sept cent soixante-onze. Collationné. *Signé* HUGUET DE MONTARAN.

L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, nous te mandons & commandons que l'arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, pour les causes y contenues, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore; & fais en outre pour son entière exécution, à la requête de Jean-Jacques Prevost, ci-devant adjudicataire des Fermes, tous commandemens, sommations, & autres actes & exploits nécessaires, sans autre permission, nonobstant clameur de haro, charte normande & autres lettres à ce contraires: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Versailles le huitième jour de janvier, l'an de grâce mil sept cent soixante-onze, & de notre règne le cinquante-sixième. Par le Roi, en son Conseil: *Signé* HUGUET DE MONTARAN. Et scellé.

*Collationné aux originaux par nous Écuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi,
Maison, Couronne de France & de ses finances.*

038 -

10